

Emmanuel Macron : opération séduction à Kinshasa

Christophe Rigaud

Afrikarabia, 5 mars 2022

Jugé proche de Kigali, le président français était très attendu sur le conflit à l'Est du Congo. Emmanuel Macron a appelé tous les acteurs à prendre leur responsabilité, « y compris le Rwanda ». Un discours de vérité, dans lequel il a également pointé les errements des dirigeants congolais.



Emmanuel Macron à Kinshasa le 4 mars 2023
– Photo © AfricaInside

« Emmanuel Macron n'est pas le bienvenu », « Kinshasa ne te veut pas » pouvait-on lire sur les réseaux sociaux sous la plume des Congolais les plus hostiles à la visite d'Emmanuel Macron à Kinshasa. Le président fran-

çais savait que son escale à Kinshasa serait la plus délicate à négocier politiquement. La RDC est actuellement en guerre contre la rébellion du M23, soutenue par le voisin rwandais. Et à Kinshasa, la France est perçue comme un allié de premier plan de Kigali. Emmanuel Macron est le président français qui est sans doute allé le plus loin dans le rapprochement avec le Rwanda depuis Nicolas Sarkozy, en 2009. Les Congolais reprochent donc à la France d'avoir tardé à condamner le soutien rwandais au M23 et d'être plus proche de Paul Kagame... que de Félix Tshisekedi. Le gouvernement congolais attendait donc un soutien clair de Paris à Kinshasa, mais surtout une condamnation sans ambiguïté et des sanctions contre Kigali. De nombreux Congolais ne comprennent pas la politique des « deux poids, deux mesures » de la France, et des Occidentaux d'une manière générale, qui ont sanctionné la Russie pour l'invasion de l'Ukraine et ne font rien contre le Rwanda qui soutient les rebelles du M23.

Donner une chance au processus de Luanda

Emmanuel Macron s'est donc lancé dans une longue explication de texte pour clarifier sa position sur le conflit à l'Est du Congo. « *La France a constamment condamné le M23* », s'est d'abord justifié le chef de l'Etat français. Sur le Rwanda et les sanctions demandées par Kinshasa, Emmanuel Macron s'est ensuite refusé à toute « *escalade de tribune* ». « *Ce que nous attendons du Rwanda et des autres, c'est de s'engager et de respecter les rendez-vous qu'ils se donnent, et s'ils ne les respectent pas, alors oui, il peut y avoir des sanctions, je le dis très clairement* ». La possibilité de sanctions n'est donc plus taboue, mais avant d'enclencher un tel processus, le président français veut d'abord faire confiance au processus de paix régional, qui se négocie actuellement à Luanda. Un cessez-le-feu et un plan de retrait du M23 doivent débiter ce mardi et s'achever fin mars par une libération des territoires occupés les rebelles. Emmanuel Macron continue donc de se placer en médiateur, à équidistance de Kigali et de Kinshasa avec qui le président français entretient de bonnes relations.

« A chacun ses responsabilités »

Après l'explication de texte, le président s'est lancé dans une explication tout court avec Kinshasa et Kigali. Un discours de vérité qui met, pour une fois, les deux capitales

face à leur responsabilité dans le conflit. Et de débiter par les carences de l'ensemble des dirigeants congolais. « *Pardon de le dire dans des termes aussi crus, s'est d'abord excusé le président Macron, mais depuis 1994, vous n'avez jamais été capable de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur* » (sous-entendu : chez ses voisins). Concernant Kigali, la charge est moins rude puisqu'il a demandé à ce que « *chacun prenne ses responsabilités, y compris le Rwanda* ». Emmanuel Macron a également répété que la France soutiendrait « *l'intégrité territoriale et la souveraineté* » de la RDC et a exhorté « *la fin du pillage à ciel ouvert du pays* », ultime pavé dans la mare des pays voisins qui se servent allègrement dans les ressources naturelles congolaises. Il n'est pourtant pas sûr que le discours d'Emmanuel Macron ait convaincu les Congolais les plus sceptiques qui attendaient que le président français aille plus loin dans la condamnation et dans les sanctions contre le Rwanda. Beaucoup voudrait qu'il en fasse davantage, et qu'il joigne enfin les actes à la parole.

Une aide humanitaire et des investissements tous azimuts

Les prises de position d'Emmanuel Macron sur la guerre à l'Est semblent avoir laissé Félix Tshisekedi sur sa faim. « *Je reste dubitatif quant à la bonne foi de ceux qui nous*

ont agressés (...). La question est de savoir si le Rwanda peut se passer de ce pillage systématique de la RDC qui date d'une vingtaine d'années. Si c'est le cas, cela se vérifiera à travers ce processus. » Les présidents français et congolais se sont accordés sur le fait qu'ils resteront vigilants sur l'application du plan de paix de Luanda et du retrait effectif des groupes armés. Il faut dire que les trois derniers accords de retrait n'ont jamais été respectés. Toujours sur la crise sécuritaire à l'Est, Emmanuel Macron est venu avec une enveloppe de 34 millions d'euros pour venir en aide aux 500 000 déplacés du Nord-Kivu. La Commission européenne a également annoncé un « pont aérien humanitaire » vers Goma et l'Union européenne versera 47 millions d'euros pour les populations touchées par les groupes armés. Sur le volet économique, l'Agence française de développement (AFD) promet 500 millions d'euros d'ici 2025. Une centaine de millions, en prêts et en subventions, serviront dans l'immédiat à financer des projets d'infrastructures, d'énergie et de santé. « *L'école 42* » du numérique de Xavier Niel, prévoit également de s'installer à Kinshasa pour développer le numérique en Afrique. Après l'annonce de ces nouveaux partenariats économiques avec la RDC, l'opération séduction du président français s'est terminée dans un bar populaire du quartier de Bandal, autour d'artistes... et d'un verre de bière.

La guerre menace les élections et les projets de développement

Deux informations sont passées relativement inaperçues, en marge de la conférence de presse commune entre Emmanuel Macron et Félix Tshisekedi. La première est l'aveu du président congolais que les élections ont peu de chance de se dérouler en décembre, si la situation sécuritaire ne s'améliore pas dans l'Est du pays. « *Le seul problème reste dans les zones de troubles où nous avons besoin que la sécurité revienne afin de pouvoir continuer avec le processus électoral. Sinon, nous risquons d'avoir un retard considérable qui impactera sur la date* (des élections) », a prévenu le président. Le report du scrutin était déjà dans les tuyaux depuis plusieurs mois, notamment avec les retards dans le processus d'enregistrement des électeurs, mais ce premier ballon d'essai de Félix Tshisekedi, préfigure d'un inéluctable « glissement » du calendrier électoral. Le président a également prévenu que la guerre à l'Est risquait de compromettre le financement des programmes de développement des « *145 territoires* » ou de la gratuité de l'enseignement, ainsi que la couverture universelle de santé. Discrètement, Félix Tshisekedi prépare l'opinion à un bilan plus que mitigé de son premier mandat.

Une rencontre secrète Macron-Mukwege

La dernière surprise du voyage du président français à Kinshasa aura été cette information publiée par la radio France Inter d'une rencontre en catimini entre Emmanuel Macron et le prix Nobel de la paix, Denis Mukwege. Le célèbre médecin a été reçu à l'ambassade de France de Kinshasa, où il s'est entretenu pendant une heure avec le président français. La venue du prix Nobel avait été annoncée pour vendredi dans la capitale, puis annulée. En fait, l'Élysée voulait que cette rencontre se déroule à l'abri des regards et en dehors du programme officiel. Candidat possible à la prochaine présidentielle, le tête-à-tête entre les deux hommes a de quoi étonner. En effet, si Emmanuel Macron avait voulu dialoguer avec le prix Nobel de la paix, il n'y avait aucune raison pour le faire en toute discrétion. Mais visiblement, c'est bien l'homme politique et probable candidat que le président français a voulu rencontrer, sans que son homologue congolais ne le sache. Denis Mukwege est donc le seul concurrent potentiel à Félix Tshisekedi que Paris a souhaité sonder sur l'avenir du pays. Une marque de considération à double tranchant. La rencontre montre l'importance de Mukwege dans l'arène politique congolaise à la veille des élections, mais le docteur risque également d'apparaître comme « *le candidat de l'occident* »... une étiquette qui ne fait plus vraiment recette en Afrique aujourd'hui.